

Il existe en français une belle expression, celle de « faire société ». Nous, pays d'Europe, nous sommes une communauté, et nous devons continuer à l'être, malgré les difficiles questions sans réponses. C'est dans le cadre de cette volonté de faire société en Europe que je pose des questions à nos amis allemands. ☐ ☐ ☐

Une application excessive du traité de Maastricht peut devenir un danger pour la stabilité politique de nombreux pays d'Europe

Chers Amis, chers Compatriotes,

Regardez la situation de la Grèce. Ne rappelle-t-elle pas celle de la République de Weimar sur la fin ? L'humiliation d'un peuple par un Traité international dont l'application se révèle excessive et intenable ; une économie arrêtée, des finances en ruine, un endettement insupportable et irrattrapable, une classe politique faisant l'objet d'un rejet profond. Le désordre public à son comble. Ce sont tous les signes les plus alarmants de la crise de régime.

La question à poser à l'Allemagne aujourd'hui est la suivante : « Vous rendez-vous compte que le Traité de Maastricht est en train de se transformer en une sorte de nouveau Traité de Versailles imposé à une partie de l'Europe ?

Ne nous voilons pas la face. Poursuivre la logique de Maastricht, c'est à terme traiter comme la Grèce de très nombreux pays européens : Portugal, Irlande, Espagne, Italie, et la France aussi

– car malgré l’arrogance avec laquelle la France traite la Grèce, elle est elle aussi confrontée au mur de la dette, à des finances publiques en perdition et à une économie désindustrialisée.

Vous voulez défendre vos intérêts, c’est légitime, d’autant plus que ce sont vos partenaires qui sont en faute. Mais avez-vous envie de jouer ce terrible rôle d’imposer la défense de vos intérêts en Europe ? Car nous en sommes arrivés à un point où les effets socio politiques du Traité de Maastricht sont, en Grèce aujourd’hui, et bientôt ailleurs, ceux-là même qu’ont jadis produit chez vous l’application brutale du traité de Versailles. C’est une bien triste évolution de la logique de construction européenne.

Vous êtes soucieux de ne jamais revoir le chaos politique. Pourtant, ne vous rendez-vous pas compte que vous êtes en train de préparer le terrain pour que se dressent, dans plusieurs pays Européens, des leaders nationalistes qui diront : « Nous sommes des peuples souverains, issus d’une longue histoire. Ce Traité est un boulet et une honte pour notre pays car il nous contraint à mener des politiques que nous ne voulons ou ne pouvons pas mener. N’allons pas supporter cela plus longtemps. Votez pour moi et je vous promets que je réviserai, ou détruirai, le Traité de Maastricht. » ?

Il va se mettre en branle contre vous une dynamique de rejet qui va briser l’amitié européenne. Vous allez réveiller les démons. Vous êtes vigilants à l’intérieur, mais n’êtes-vous pas myopes à l’extérieur ?

C’est l’incurie de nombreuses classes politiques nationales, à commencer par la nôtre, qui est la cause des déséquilibres actuels

Les pays les plus en difficulté aujourd’hui sont des pays qui ont commis de lourdes erreurs de gouvernement. Il est parfaitement juste de dire que c’est la passivité de notre classe politique qui est la cause de la désindustrialisation du pays, de l’augmentation des coûts du travail et de

la baisse de la compétitivité de nos économies par rapport à nos voisins. Nos dirigeants ont signé pour une monnaie commune, puis ils ont, par démagogie et faiblesse, laissé les coûts du travail diverger.

Les questions de solvabilité ne sont que les conséquences de la faiblesse de nos économies. Pendant vingt ans, nos Etats ont maintenu artificiellement, par la dépense publique financée par la dette, un niveau de vie sans rapport avec la prospérité réelle du pays. Ces facilités financières étaient possibles grâce à la crédibilité financière que l'Allemagne apportait à l'Euro.

Personne n'a forcé nos dirigeants à signer le traité de Maastricht. Mais ensuite, ils n'ont pas pris les mesures d'adaptation nécessaires qui en découlaient. La France est entrée dans le grand bain de la mondialisation avec aux pieds les deux boulets d'une protection sociale très généreuse pesant sur le travail, et d'un Etat monstrueux. Pendant vingt ans, nous avons conjugué capitalisme financier et ouverture des frontières. Le capitalisme financier a fait les arbitrages mécaniques entre les pays à bas coûts et les pays à coûts du travail élevés. Nous payons aujourd'hui vingt ans de désinvestissement ou de non investissement. Nous y avons perdu nos industries et donc la base des progrès techniques, des investissements en recherche et de nos exportations.

Nous avons abandonné notre souveraineté monétaire, et nous avons continué à vivre comme si nous pouvions, par des dévaluations, récupérer les pertes de compétitivité que provoquent des mesures de générosité sociale inconsidérées. Nous avons ouvert les frontières et nous avons continué à vivre comme si l'économie était fermée, en ne prêtant aucune attention à l'impact des mesures gouvernementales sur le coût du travail et la rentabilité du capital.

Pour nous adapter avec succès au modèle européen du traité de Maastricht, nous aurions dû faire de grands sacrifices, notamment en matière de générosité sociale, en matière de salaires, et nous aurions dû diminuer considérablement le poids de l'Etat. Mais si l'on avait expliqué de cette façon le projet européen, peut-être le peuple français n'aurait-il pas voulu participer à l'Euro.

Ainsi se sont créés de grands déséquilibres au sein de l'Euro – car l'Allemagne, face aux pays émergents, n'est pas beaucoup plus compétitive que nous, et elle bâtit en ce moment le succès de son industrie et de ses exportations en grande partie sur ses partenaires européens moins compétitifs. Ceci est vrai aussi pour quelques autres Etats.

Ainsi le modèle européen est-il devenu, par notre faute, une machine à faire profiter l'industrie allemande de notre faible compétitivité. Était-ce là le sens du grand projet de l'Euro, comme certains ont pu le dénoncer ? Je ne le pense pas du tout. Je pense qu'au contraire les Allemands n'ont pas anticipé la faiblesse et la démagogie des gouvernements français.

Les déséquilibres que connaissent de nombreux pays d'Europe sont probablement irrattrapables en raison du refus probable des peuples (et demain surtout de la jeunesse) à sacrifier leur niveau de vie présent et à venir pour assumer la dette et le passé

De nombreux pays d'Europe sont proches d'une situation historique terrible, où ils devront choisir entre la révolution sociale, ou la crise de solvabilité. Alors se produira une pression énorme pour l'inflation et la monétisation de la dette par la BCE. Cela ne résoudra aucun problème, mais apparaîtra comme la dernière façon de gagner du temps face à l'inévitable.

Pour rétablir l'équilibre des finances publiques, il faudrait dans les pays d'Europe du Sud avoir à la fois de la croissance, et une très forte rigueur budgétaire. Il est clair que sans croissance, les situations budgétaires ne feront que s'aggraver. Mais d'où pourrait venir cette croissance ? De relances massives par les Etats ? De baisses d'impôts pour restaurer la compétitivité des entreprises ? Des banques qui se mettraient à prêter bien plus aux économies ? D'une dévaluation compétitive ? Il est probable qu'il n'y aura pas de croissance avant longtemps...

Reste la rigueur budgétaire. A ce sujet, on exprime en France le déficit public en pourcentage du PIB, ce qui donne un pourcentage de 7% en 2010. Mais si l'on exprime, par exemple, le déficit de l'Etat français en pourcentage de ses recettes, on obtient 37%. En pourcentage des dépenses, le déficit de l'Etat français représente 26%. C'est cela, l'ordre de grandeur de la rigueur : nous devons – ou devrions théoriquement – faire baisser toutes les dépenses de l'Etat de 26%.

Nous devons prendre en compte les facteurs politiques. Pour imposer des sacrifices, il faut un projet politique, un idéal, et comme il s'agit de corriger les dramatiques erreurs du passé, il faudrait normalement une classe politique renouvelée, ou que l'actuelle soit capable d'un examen de conscience très radical et d'un vrai changement de conduite. Il est peu probable, en tout cas, que ceux qui sont au pouvoir depuis des décennies arriveront à infliger, en période de récession, un traitement aussi violent aux habitudes sociales des Français.

Suite à la désindustrialisation du pays, les activités créatrices de valeur ne sont plus localisées dans le pays. Combien de Français dépendent directement ou indirectement des dépenses publiques pour vivre ? Retraités, chômeurs, fonctionnaires en tous genres, malades, familles ? Franchement, l'espérer, c'est à peu près aussi réaliste que ce l'était de vouloir en 1919 faire payer des Réparations aux Allemands pendant cinquante et quelques années.

Pensez-vous vraiment qu'il est possible de « mettre dans le rouge » tant de Français sans provoquer une sorte de révolution sociale et l'arrêt du pays ? Nous avons tous vu les réactions « sociales » de ces dernières années, quand les dirigeants osaient remettre en cause de minuscules privilèges, mêmes les plus injustifiés. Augmentation d'impôts, baisse des retraites et de toutes les prestations sociales, baisse des dépenses publiques dans un contexte de récession, licenciement de fonctionnaires, c'est un mélange politiquement impossible. Aucun politicien français ne fera ce travail.

Rajoutons surtout que ***l'opinion française n'est pratiquement pas informée des ordres de grandeur en jeu***, et donc elle n'est pas du tout prête à accepter les réformes qu'on pourrait théoriquement appliquer. La prise de conscience par l'opinion française de la réalité de la situation du pays provoquera certainement une baisse supplémentaire de la crédibilité de la classe politique et des médias, au moment même où elle aurait besoin de la confiance du pays. Ou bien nos journalistes politiques ont manqué à leur devoir, ou bien ils n'ont pas été écoutés.

Qui peut croire que la France fera les « réformes structurelles » dont parlent depuis des années les experts de la BCE ? Face à un défi de la même ampleur, la monarchie des Bourbons a échoué dans les années 1780 en France. Etudions les conseils de MM. Turgot, Necker et Calonne, Surintendants généraux des Finances de Louis XVI. « Sire, il faut élargir la base fiscale en revenant sur les privilèges, il faut moderniser le royaume en lui donnant une administration moderne, il faut couper les dépenses de la Cour... » Face aux révoltes des privilégiés, Louis XVI n'a eu le courage de prendre aucune réforme structurelle. C'est le Consulat qui a modernisé le pays, après le défaut de l'Etat en 1788 et douze années de chaos.

Si nous ne faisons rien, le pays va connaître des problèmes de solvabilité. Le mécanisme est bien connu. Nous sommes tristes de constater que la situation actuelle de la Grèce est un laboratoire politique : déficits publics élevés et irrattrapables, augmentation progressive des taux d'intérêts et donc des charges d'intérêts, mesures de rigueur qui ne font que saper la croissance et provoquer du désordre public, craintes des investisseurs, fragilisation du système financier, jusqu'à ce que la situation en arrive à un point de crise. Ce qui peut se passer quand on en arrive à ce point de crise, on peut en avoir des illustrations dans les livres d'histoire.

Les pays européens en difficulté ont besoin d'une stratégie de réindustrialisation et de reconstruction de leur compétitivité. Et de tels objectifs ne peuvent se faire sans un retour partiel sur certains termes des traités européens

Sans perspective d'un futur meilleur, on ne peut pas imposer des sacrifices à un pays. D'abord parce que c'est injuste, et l'on ne peut reprocher aux peuples de résister avec tous les moyens qui leurs restent, s'ils sont convaincus que le futur sera pire. Et puis car c'est impossible, au moins dans un pays libre. Les réformes structurelles à faire, nous les connaissons. Le but est de restaurer la compétitivité et la « rentabilité » de nos économies, et cela passe par la réindustrialisation et le rétablissement de la rentabilité de nos PME créatrices d'emploi.

Cette stratégie implique une longue période d'investissements et de sacrifices. Le but est de découvrir les leaders capables de porter un tel projet, et de le faire accepter aux peuples. Il est probable que cela demandera un renouvellement substantiel de nos classes politiques. Mais nous ne pouvons déployer la moindre stratégie sans nous poser certaines questions que malheureusement, nous avons perdu l'habitude de poser.

1) □ **Instaurer un débat sur certaines mesures de protection sur des industries sélectionnées**

La politique de réindustrialisation commence par faire cesser la désindustrialisation. Face aux pays émergents, nous, Européens, sommes tous égaux : nous sommes des pays riches, ou plutôt, des pays chers. Peut-on envisager la moindre politique de réindustrialisation quand nous faisons du libre échange avec des pays où le coût du travail est incomparablement plus bas ? Cela a pour conséquence imparable de ruiner à terme toutes les industries où la main d'œuvre représente une partie notable des coûts, ainsi que celles où le prix de vente est un facteur important pour les acheteurs.

Dans certaines industries, en Europe, les travailleurs sont lancés dans une compétition qu'ils ne pourront jamais gagner. La montée en gamme a été une réaction possible pour éviter la compétition sur les coûts. Que faire quand nos partenaires monteront eux aussi en gamme avec des coûts bien inférieurs aux nôtres ? Si l'on ne veut pas que les travailleurs aient l'impression qu'on leur demande des efforts excessifs et inutiles, comme aux combattants des tranchées de la première guerre mondiale, alors ne faut-il pas modifier certaines règles du jeu ?

Quand un pays adopte une politique de développement industriel à tout prix et d'exportations massives avec pour conséquence la constitution d'immenses réserves et la déstabilisation des finances des partenaires commerciaux, alors c'est que ce pays mène une politique de puissance et de domination. C'est le cas de certains des partenaires commerciaux de l'Europe. N'aurait-t-on pas le droit de réagir ? Nos partenaires commerciaux pensent la puissance, et protègent par des droits de douane élevés les secteurs qu'ils jugent stratégiques. Comment pourraient-ils nous reprocher de faire de même ?

L'Europe fait partie des zones politiquement démocratiques, avec des systèmes sociaux et des organisations libres de protection des intérêts des salariés. Ce sont là quelques uns des bienfaits de la démocratie. Ces systèmes sociaux, même quand ils sont bien équilibrés et efficaces, ont un coût, et ce coût pèse sur la compétitivité du travail en zone démocratique. Les démocraties devraient-elles indéfiniment souffrir du différentiel de coût qu'apporte un système social ?

De plus, en période de réformes structurelles, si l'on veut assurer la stabilité politique du pays, il faudra trouver un moyen d'employer les chômeurs, alors que par définition, l'emploi public va diminuer. Permettre à certaines industries de main d'œuvre de redevenir rentables, voilà

probablement un moyen de recréer des emplois.

Enfin, vis-à-vis des peuples qui voient que les vingt dernières années d'ouverture des frontières sont aussi celles qui ont vu notre désindustrialisation et la déstabilisation de nos finances, le lien de cause à effet est instinctif. Ce sentiment n'est peut-être pas partagé par l'opinion allemande dont l'économie a gagné de grandes parts de marché chez ses partenaires européens. Préempter le débat sur le protectionnisme serait un moyen de soustraire cet argument puissant au populisme, ainsi que de montrer aux pays que l'Europe défend des intérêts concrets, et non pas une idéologie abstraite.

2) Avoir une politique de change face à nos partenaires

Malgré tous ses déboires, le niveau de l'euro reste très fort, relativement aux autres grandes monnaies. Où se trouve le juste niveau de l'euro ? C'est une question de spécialiste, mais c'est une question fondamentale pour une zone qui cherche à reconstruire son industrie. Peut-être devrions nous aussi évoluer sur cette question, qui aujourd'hui ne fait pas partie de celles dont s'occupent nos autorités monétaires.

Nous jouons l'économie libérale face à des blocs économiques dont certains manipulent leur monnaie pour gagner, grâce à sa sous-évaluation, un avantage injuste sur leurs partenaires commerciaux. D'autres, via des politiques de monétisation de leurs dettes, mènent des politiques qui pèsent sur leur monnaie. Les banques centrales du Japon et de la Suisse ont décidé de mesures de contrôle de la valeur de leur monnaie qui, faisant office de valeur refuge, atteignaient un niveau mortel pour les exportateurs.

Il n'y a pas de raison pour que l'Europe ne se dote pas d'une politique de change. Laisser les marchés décider du niveau des monnaies, c'est une règle qui ne vaut plus quand tant de paramètres politiques viennent polluer le fonctionnement des marchés. Là encore, rien n'est envisagé par les traités actuels.

3) Le soutien de la BCE aux Etats

Avant que toute stratégie puisse porter ses fruits il faudra de nombreuses années. Comment déployer une stratégie si tout le système financier risque de s'écrouler à court terme ? Comment déployer une stratégie d'investissement par les entreprises et d'attraction de capitaux si la signature souveraine est à risque, alors que c'est l'actif le moins risqué d'un pays ?

Pour restaurer la confiance, première étape de toute stratégie économique, il faut qu'il y ait un risque zéro sur les dettes souveraines des pays européens. Sans quoi, les investisseurs continueront à fuir, les banques à restreindre leur bilan, les entreprises à conserver leur argent en trésorerie, les particuliers à investir dans l'immobilier et l'or.

Cela ne peut se faire que si la dette des Etats européens est soutenue d'une manière illimitée par la BCE, à partir du moment où il est clair qu'ils se sont engagés à fond et sans retour dans les réformes structurelles et dans la reconstruction de leur industrie.

Pour cela, il faut auparavant établir une confiance durable entre les gouvernements des Etats européens

Ce qui inquiète à raison l'Allemagne, c'est que dans quelques années (ou même avant !), elle soit la victime d'un chantage des grands pays en difficultés. Ceux-ci demanderaient la monétisation de leur dette sous la menace de la *faillite mutuelle assurée*. Avec les conséquences injustes qui seraient que les pays sérieux et (comme on dit) vertueux paieraient pour les pays irresponsables. Cette inquiétude est parfaitement légitime.

Cette inquiétude se réalisera si les gouvernements français, italiens et autres n'ont pas le courage ou l'autorité de réformer leur pays. Il est possible que ce soit là le scénario central de nombreux décideurs allemands. Comment pourrait-on leur reprocher de vouloir mettre leur pays à l'abri d'un tel chantage ?

Et pourtant, n'oublions pas qu'il y a à potentiellement à Francfort l'une des plus grandes sources de liquidité du monde. Faut-il dépenser cet argent en renflouant les pays en difficultés à regret et dans la douleur, à chaque fois pour empêcher l'effondrement total de l'Europe ? Ou bien faut-il l'investir dans une politique de développement des actifs industriels européens, après avoir émis une garantie sur les souverains qui, combinée à des réformes structurelles significatives, a vocation à rétablir la confiance, et donc à ne pas être utilisée ?

L'Allemagne a ici l'opportunité historique de construire un leadership européen d'une manière élégante et constructrice. A condition qu'une vraie confiance s'établisse entre le pays prêteur et garant, et le pays qui se reconstruit et se réforme.

Et c'est là le point essentiel. C'est le degré de confiance entre les gouvernements allemands et français qui déterminera si l'Europe peut continuer à exister en se transformant, en devenant une zone stratégique, maîtresse de son avenir, de ses intérêts commerciaux, de sa monnaie et de sa défense. L'alternative, c'est que l'histoire de l'Europe dans les années à venir soit celle d'un divorce qui se passerait mal. (A suivre)